
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES FINANCES

ROUEN, le 15 AVR. 1999

Affaire suivie par Mme GIEL
☎ 02.32.76.53.95 – FG/CHM

ARRÊTÉ

LE PREFET,

DE LA REGION DE HAUTE-NORMANDIE

PREFET DE LA SEINE-MARITIME,

OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

SNC RENAULT
SANDOUVILLE

AUGMENTATION CAPACITE DE PRODUCTION
DU BATIMENT "U"

APPLICATION A FROID DE PROTECTION
SOUS CAISSE (BATIMENT "D")

PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

VU :

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée,

Les différents arrêtés préfectoraux réglementant et autorisant les activités exercées sur le site SNC RENAULT à SANDOUVILLE, et notamment l'arrêté préfectoral du 20 avril 1998 relatif à l'extension du bâtiment "U" pour l'unité de traitement de surface et de cataphorèse et l'arrêté préfectoral du 14 avril 1986 concernant les ateliers d'application de peinture, de vernis ou enduits sur le site,

Les demandes du 22 décembre 1998 par lesquelles la SNC RENAULT, dont le siège social est à BOULOGNE BILLANCOURT, a sollicité l'autorisation d'une part de procéder à l'augmentation de la capacité de production de l'atelier de traitement de surface et de cataphorèse du bâtiment "U" et d'autre part, la mise en service d'une installation d'application à froid de protection sous caisse dans le bâtiment "D",

Les plans et autres documents joints à ces demandes,

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 12 février 1999,

L'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 9 mars 1999,

Les notifications faites à l'exploitant les 25 février 1999 et

24 MARS 1999

CONSIDERANT :

Que l'arrêté préfectoral du 20 avril 1998 susvisé autorise l'extension du bâtiment "U" pour l'unité de traitement de surface et de cataphorèse sur la base de la fabrication de 1.600 véhicules par jour,

Que les nouveaux objectifs que s'est fixé l'exploitant visant la fabrication de 2.055 véhicules par jour, nécessite l'augmentation de la capacité de production de l'atelier de traitement de surface et de cataphorèse,

Qu'en terme d'impacts prévisibles et de dangers, cette extension de capacité entraîne une diminution du volume global des bains, une augmentation de la consommation d'eau de l'ordre de 5%, une augmentation du débit à traiter sur la station physico-chimique et un accroissement des déchets produits,

Que les mesures prévues par l'exploitant pour le traitement des eaux usées permettent d'obtenir des flux polluants générés inchangés et de respecter les normes imposées par l'arrêté susvisé du 20 avril 1998,

Qu'aucun déchet nouveau n'étant induit par le projet, les filières élimination ou de valorisation prévues dans l'arrêté susvisé du 20 avril 1998 sont confirmées.

Qu'il convient, toutefois, d'imposer à l'exploitant des dispositions complémentaires rappelant les engagements pris dans le dossier de demande de modifications et mettant à jour les données relatives à l'activité et aux quantités de déchets produits,

Que les nouveaux objectifs nécessitent, également, l'ajout d'une installation de pulvérisation au sein du bâtiment "D",

Que cette modification entraîne une augmentation de 6,1 % des quantités totales de peinture, vernis ou enduits mises en œuvre sur le site et réglementées par l'arrêté précité du 14 avril 1986,

Qu'en terme d'impacts prévisibles et de dangers, cette nouvelle unité ne génère pas d'effluents d'aqueux, peu de déchets, et implique une augmentation de 1 % des émissions de solvants à l'atmosphère,

Que les divers investissements en cours sur l'ensemble des installations de peinture visent une réduction des émissions de C.O.V sur le site,

Qu'en matière de déchets, les purges de pistolets et les fonds de fût sont, après regroupement, repris par le fournisseur pour recyclage,

Que le dossier de demande de modification décrit l'ensemble des dispositifs de sécurité prévus pour le poste de pulvérisation et notamment une ventilation et divers moyens de secours à proximité,

Que les risques présentés seront intégrés dans les procédures d'intervention existantes sur le site,

Qu'au regard des éléments ci-dessus exposés, les deux projets ne constituent pas une modification notable de l'existant,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application des articles 18 et 20 du décret susvisé du 21 septembre 1977.

ARRÊTE :

ARTICLE 1ER : La SNC RENAULT, dont le siège social est à BOULOGNE BILLANCOURT, est tenue de respecter les prescriptions annexées au présent arrêté suite à l'augmentation de capacité de production de l'atelier de traitement de surface et de cataphorèse (bâtiment "U") et à la mise en place d'une installation d'application à froid dans le bâtiment "D", sur son site de SANDOUVILLE.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 4 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76663 du 19 juillet 1976 modifiée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 5 : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de SANDOUVILLE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SANDOUVILLE.

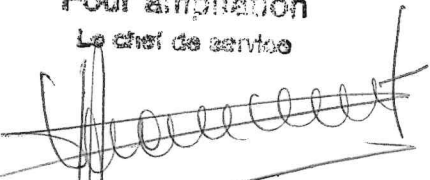
Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

ROUEN, le 15 AVR. 1999

LE PREFET,
Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général Adjoint,

Christian HOLLE

Pour ampliation
Le chef de service


Pascale BESANCENOT

«

3.3.3.1 - Déchets solides et pâteux

Les déchets et résidus solides produits sont les suivants :

- boues de phosphatation : 77 tonnes par an,
- déchets industriels banals : 37 tonnes par an,
- filtres et accessoires divers provenant des bains : 3,3 tonnes par an.

Les déchets solides ou pâteux produits par l'établissement sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (notamment prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) ni de dangers ou inconvénients tels que définis à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Ceux susceptibles de contenir des produits polluants sont stockés sur une aire plane, étanche, munie au minimum d'un système de drainage des eaux de pluie vers un fossé de récupération et d'un point de collecte (cf. paragraphe 3.1.9).

Le stockage des déchets pulvérulents doit répondre aux dispositions du paragraphe 3.2.8.

3.3.3.2 - Stockage des déchets liquides et pompables

Le conditionnement choisi doit être adapté au flux moyen de déchets produits sur une période représentative de la production.

Les déchets liquides et pompables produits sont principalement les bains usés et les bains morts (620 m³ par an).

Ces déchets, avant leur valorisation ou leur élimination, sont stockés dans des récipients (réservoirs, fûts, ...) en bon état, placés dans des cuvettes de rétention étanches dont la capacité est définie au paragraphe 3.1.8.

Les matériaux constitutifs des cuves sont compatibles avec la nature des déchets qui y sont stockés. Leur forme permet un nettoyage facile.

»

Article 2 : Le tableau de nomenclature de l'article 1, I.1 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 1986 est complété par la ligne suivante :

BATIMENT	ACTIVITES	NUMERO DE LA NOMENCLATURE	ARRETES TYPES
D - Rez-de-chaussée	- Installation de pulvérisation d'enduit sous caisse 570 kg / jour	2940.2	405 (§'B.1)

Article 3 : Le paragraphe VII.5. de l'arrêté préfectoral du 14 avril 1986 est renommé « Application et séchage de peintures, enduits, vernis, apprêts... ».

Ce paragraphe est complété par le point suivant :

« VII.5.7 - Dans le bâtiment D, le stock de produit utilisé à l'application d'enduit sous caisse est limité à 1 100 litres, dont moins de 400 litres au poste de distribution. Les fûts sont disposés sur des rétentions de volume supérieur à la capacité totale des fûts.

Des consignes de sécurité spécifiques et adaptées aux risques du produit mis en œuvre sont rédigées et affichées au poste de pulvérisation. Ces consignes prévoient en particulier l'interdiction de pulvériser l'enduit en cas de non-fonctionnement de la ventilation, et définissent les moyens de secours à mettre en œuvre en cas de sinistre, compte tenu des incompatibilités du produit avec l'eau. La formation des opérateurs à ces consignes est assurée.

Les dispositions seront prises pour empêcher le rejet des eaux d'extinction d'incendies dans le milieu naturel par obturation du rejet concerné en cas de sinistre.»

Article 4 : L'exploitant tient à jour son Plan d'Organisation des Secours et le modifie pour prendre en compte les évolutions décrites dans le présent arrêté.